



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Débat de haut niveau : Forum pour la coopération
en matière de développement**

Déclaration présentée par le Centre pour la coopération interethnique, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique social.

* E/2012/100.



Déclaration

Nécessité d'un nouveau programme de développement mondial

Notre civilisation ne se développe pas de manière uniforme. Si les avions, trains, maisons, et ordinateurs modernes, ont été créés par des ingénieurs, l'économie mondiale a été créée par les politiciens et les militaires de manière à contrôler les autres États. Dans les pays qui mènent le monde tels la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni (de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), et les États-Unis d'Amérique, on a compris depuis longtemps que la stabilité de l'État dépend du fait que l'on fournisse et garantisse aux citoyens droits et garanties.

Malheureusement, dans la réalité, en ce qui concerne la relation entre pays ce serait plutôt le contraire. Les pays riches et prospères deviennent de plus en plus riches tandis que les pays pauvres deviennent de plus en plus pauvres.

Il en résulte qu'en Afrique, en Asie, et en Amérique latine, nombreux sont ceux prêts à employer n'importe quel moyen pour bouger et développer leur pays. Il y a également ceux qui veulent restaurer la justice, mais dans l'impossibilité de trouver des moyens légaux, ils ont recours au terrorisme. Le fossé de plus en plus important entre les conditions de vie entre pays développés et pays en développement mènera à un gigantesque renforcement centré sur le fondamentalisme islamique ou communiste, dénonçant le christianisme occidental comme le plus grand malheur de la planète.

Tous les États devraient admettre que tous, peu importe où ils sont nés et la couleur de leur peau, avons le même droit à mener une vie normale. Ce processus est déjà en partie en marche : de nombreuses personnes en provenance d'Asie, d'Amérique latine, et d'Afrique vivent aux États-Unis, au Canada, et au sein de l'Union européenne. Néanmoins, pour lutter contre la pauvreté il faut développer l'usage de mécanismes de régulation économique au sein des États développés de manière à réglementer les rapports entre les États. Chaque État devrait céder un pourcentage de son produit intérieur brut à un fonds de développement mondial. Le fonds étant contrôlé par les Nations Unies. Les Nations Unies devraient avoir pour but de créer des structures similaires à l'Union européenne et à la Commission européenne, mais bien plus décentralisées. Avec l'aide de ces structures, il devrait être possible de mener un programme de développement au niveau mondial afin de construire des usines et des installations dans les pays en développement, d'ouvrir des universités pour former les citoyens locaux à l'ingénierie, la construction, l'agronomie, la médecine, et l'enseignement, ainsi que de fournir des micro financements pour développer de petites et moyennes entreprises. Il faut également fournir des services de télévision et d'Internet. Par ailleurs, il est vital de créer des structures pour un contrôle effectif des programmes de développement des ressources. Les gouvernements participant à de tels programmes doivent agir en accord avec la législation pertinente, qui doit permettre en particulier, aux spécialistes des Nations Unies de suivre la mise en œuvre de programmes de développement dans ces pays. Les Nations Unies doivent également suivre l'exemple de la Cour internationale de Justice en matière de poursuites pénales envers tout pays leaders participants faisant un mauvais usage des fonds alloués au développement. Un programme de financement spécial pour les organisations non gouvernementales tant des pays développés que des pays en développement doit être créé pour contrôler la mise en œuvre du programme.

Nombreux sont ceux qui considèreront que nous sommes allés chercher bien loin cette proposition, mais en 1943 l'idée même d'une Union européenne semblait également pure fantaisie.
